



**Ville de Marseille - Mairie de Marseille**

DGAMCS-DS (51504)

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**Achat et maintenance de caisses  
enregistreuses et accessoires la Direction  
des Sports de la Ville de Marseille - 2 Lots**

**Numéro de la consultation : 2019\_51502\_0008**

**Procédure de passation : Procédure adaptée**

**Date de notification :**

## Sommaire

<b>Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
1.1 Intitulé et Objet des prestations.....	5
1.2 Procédure.....	5
1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes.....	5
1.3.1 Décomposition en lots.....	5
1.3.2 Décomposition en tranches.....	6
1.3.3 Décomposition en postes.....	6
1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles.....	6
1.5 Accord-cadre à bons de commande.....	6
1.6 Date d'effet du marché.....	6
1.7 Durée du marché - Période de validité.....	6
1.8 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.....	7
<b>Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>7</b>
<b>Article 3 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION.....</b>	<b>7</b>
3.1 Délais.....	7
3.2 Emission des bons de commande .....	7
<b>Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES.....</b>	<b>8</b>
<b>Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION.....</b>	<b>8</b>
5.1 Transport et Emballages.....	8
5.2 Lieux d'exécution ou de livraison.....	8
<b>Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION.....</b>	<b>9</b>
<b>Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS - ADMISSION.....</b>	<b>9</b>
7.1 Vérifications.....	9
7.2 Admission.....	9
<b>Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE.....</b>	<b>10</b>
8.1 Durée de garantie.....	10
8.2 Point de départ de la garantie.....	10
<b>Article 9 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>10</b>

9.1 Nature du prix.....	10
9.2 Variations de prix.....	10
9.3 Disparition d'indice.....	11
<b>Article 10 - AVANCE.....</b>	<b>11</b>
10.1 Régime de l'avance.....	11
10.2 Dispositions complémentaires.....	12
<b>Article 11 - MODALITÉS DE REGLEMENT.....</b>	<b>12</b>
<b>Article 12 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE.....</b>	<b>12</b>
12.1 Délais de paiements.....	12
12.2 Intérêts moratoires.....	12
12.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	13
12.4 Présentation des demandes de paiement.....	13
12.5 Dématérialisation des factures.....	14
<b>Article 13 - PENALITES.....</b>	<b>14</b>
13.1 Pénalités de retard.....	14
13.2 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail.....	15
13.3 Autres pénalités.....	15
<b>Article 14 - RESILIATION - EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 15 - CLAUSES DE SECURITE INFORMATIQUE.....</b>	<b>16</b>
15.1 Les contraintes réglementaires .....	16
15.1.1 Le RGS.....	16
15.1.2 La CNIL.....	16
15.1.3 Le Code du Patrimoine.....	16
15.2 Les clauses générales de confidentialité.....	16
15.3 Les contrôles.....	17
15.4 Phase de réversibilité.....	17
<b>Article 16 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 17 - LOI APPLICABLE.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 18 - CONFORMITE AUX NORMES.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 19 - ASSURANCES.....</b>	<b>18</b>
<b>Article 20 - DEROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>19</b>

## Article 1 - OBJET ET DUREE DU MARCHÉ

### 1.1 Intitulé et Objet des prestations

Intitulé de la consultation :

Achat et maintenance de caisses enregistreuses et accessoires pour la Direction des Sports de la Ville de Marseille – 2 Lots

La présente consultation a pour objet : Fourniture, livraison et prestations de maintenance et entretien de caisses enregistreuses et accessoires destinés aux piscines municipales de la Ville de Marseille.

### 1.2 Procédure

La procédure de passation est la suivante :

MAPA OUVERT AVEC BOAMP - selon les articles suivants : articles L2123-1, R2123-1-1°, R2123-4 et 5 du Code de la Commande publique.

### 1.3 Décomposition en Lots, Tranches et postes

#### 1.3.1 Décomposition en lots

L'ensemble des prestations est réparti en plusieurs lots traités par marchés séparés et définis comme suit :

N°	Intitulés lots séparés
1	Fourniture et livraison de 14 caisses enregistreuses, tiroirs caisses et imprimantes
2	Entretien, réparation et fourniture d'accessoires de caisses

### **1.3.2 Décomposition en tranches**

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

### **1.3.3 Décomposition en postes**

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en postes.

## **1.4 Modalités d'exécution des tranches optionnelles**

---

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

## **1.5 Accord-cadre à bons de commande**

---

### **Pour le lot 1 – Fourniture et livraison de 14 caisses enregistreuses, tiroirs caisses et imprimantes :**

Les prestations ne font pas l'objet de bons de commande.

### **Pour le lot 2 – Entretien, réparation et fourniture d'accessoires de caisses :**

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Les bons de commandes seront émis dans les conditions et limites suivantes :

Les valeurs données ci-après sont données **par période annuelle** :

- **Montant minimum : 500 € HT / an**
- **Montant maximum : 5 000 € HT / an**

Les commandes d'articles figurant au(x) catalogue(s) ou/et barèmes prix publics du titulaire correspondant à l'objet du marché mais ne figurant pas au BPU **ne pourront représenter plus de 30% du montant minimum du marché par période annuelle.**

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

## **1.6 Date d'effet du marché**

---

La date de début de la période de validité et d'exécution du marché est la date de notification du marché au titulaire.

## 1.7 Durée du marché - Période de validité

La durée du marché se définit comme suit :

**Lot 1** - Fourniture et livraison de 14 caisses enregistreuses, tiroirs caisses et imprimantes : 1 an à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Cette durée est une durée ferme et ne pourra faire l'objet de reconduction.

**Lot 2** – Entretien, réparation et fourniture d'accessoires de caisse : 1 an à compter de la date de notification du marché au titulaire

Le marché est reconductible par période d'un an, dans la limite de 3 (trois) reconductions.

La reconduction du marché se fera de manière tacite. En cas de décision de non reconduction du marché, le représentant du pouvoir adjudicateur transmet sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard un mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Les bons de commande émis en fin de marché ne pourront voir leur exécution se prolonger de plus de 3 mois après la date d'expiration du marché.  
Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

## 1.8 Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le marché ne prévoit pas la mise en place d'une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

## Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

**Pour le lot 1, par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G TIC**, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes désignées ci-après:
  - la Décomposition du prix global et forfaitaire
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)
- Le document intitulé Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 publié au JORF du 19 mars 2009

**Pour le lot 2, par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. FCS**, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes désignées ci-après :
  - le Bordereau de prix unitaires
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le document intitulé Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)

- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 publié au JORF du 19 mars 2009
- Le ou les catalogues ou barèmes prix publics objet du marché, que le titulaire pratique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle

## **Article 3 - DELAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXECUTION**

### **3.1 Délais**

#### **Pour le lot 1 - Fourniture et livraison de 14 caisses enregistrées, tiroirs caisses et imprimantes :**

Aux termes de l'Acte d'engagement, le titulaire s'engagera sur un délai maximum de livraison à compter de la date de notification.

#### **Pour le lot 2 – Entretien, réparation et fourniture d'accessoires de caisses :**

Aux termes de l'Acte d'engagement, le titulaire s'engagera sur un délai maximum d'intervention et un délai maximum de livraison à compter de la date de réception du bon de commande.

### **3.2 Emission des bons de commande**

#### **Pour le lot 1 – Fourniture et livraison de 14 caisses enregistrées, tiroirs caisses et imprimantes :**

Les prestations ne font pas l'objet de bons de commande.

#### **Pour le lot 2 – Entretien, réparation et fourniture d'accessoires de caisses :**

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par le service et qui comporteront :

- La référence du marché
- La désignation de la prestation à effectuer et/ou de la fourniture commandée
- La quantité commandée
- Le lieu d'exécution et/ou le lieu de livraison
- Le délai d'exécution
- Le montant total en Euro H.T et T.T.C du bon de commande
- La date

Lorsque les bons de commande sont transmis au titulaire par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard un jour ouvré suivant la date d'envoi.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

## Article 4 - ENTREPRISES GROUPEES

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

## Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION

### 5.1 Transport et Emballages

**Pour le lot 1**, conformément à l'article 19.3 du CCAG TIC, le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG TIC, les emballages restent la propriété de la personne publique.

**Pour le lot 2**, conformément à l'article 19.3 du CCAG FCS, le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG FCS, les emballages restent la propriété de la personne publique.

### 5.2 Lieux d'exécution ou de livraison

Pour le lot 1 - Fourniture et livraison de 14 caisses enregistreuses, tiroirs caisses et imprimantes :

Les fournitures devront être livrées dans les locaux de la Direction des Sports à l'adresse suivante:

Ville de Marseille – Direction des Sports  
A l'attention du Service Piscines  
9 rue Paul Brutus – Îlot Allar  
13015 MARSEILLE

Le Service Piscines se coordonnera par la suite avec le titulaire pour planifier la mise en service des caisses-enregistreuses.

Pour le lot 2 – Entretien, réparation et fourniture d'accessoires de caisses :

Le lieu d'exécution/livraison est précisé dans chaque bon de commande.

## Article 6 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

Le C.C.T.P. du marché fixe les conditions particulières d'exécution.

## Article 7 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS – ADMISSION

### 7.1 Vérifications

**Pour le lot 1**, les modalités d'installation, de mise en ordre de marche, les vérifications et les décisions après vérifications sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 23 à 27 du C.C.A.G TIC.

L'article 24.3 du C.C.A.G TIC ne s'applique pas.

**Pour le lot 2**, les opérations de vérifications prévues ci-dessous sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 22 à 24 du CCAG/FCS :

Vérification quantitative : Lors de la livraison, le réceptionnaire procède à des vérifications quantitatives entre la fourniture demandée et la fourniture effectivement livrée.

Vérification qualitative : Lors de la livraison, le réceptionnaire procède à des vérifications qualitatives et indiquera, s'il y a lieu, au titulaire tout défaut constaté par rapport à la fourniture demandée.

L'article 22.3 du CCAG/FCS n'est pas applicable.

### 7.2 Admission

**Pour le lot 1**, suite aux vérifications, les décisions de réception, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG TIC par le responsable désigné par la personne publique. Les opérations de vérification et la notification de la décision du pouvoir adjudicateur doivent être effectuées sous un délai de sept jours. Passé ce délai, la décision de réception est réputée acquise.

**Pour le lot 2**, suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations ou des fournitures sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G./F.C.S par le responsable désigné par la personne publique. Les opérations de vérification et la notification de la décision du pouvoir adjudicateur doivent être effectuées sous un délai de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations ou des fournitures est réputée acquise.

## **Article 8 - GARANTIE CONTRACTUELLE**

### **8.1 Durée de garantie**

**Pour le lot 1**, les prestations et fournitures font l'objet d'une garantie d'une durée de 1 an, conformément à l'article 30 du CCAG/TIC.

**Pour le lot 2**, les prestations et fournitures font l'objet d'une garantie d'une durée de 1 an, conformément à l'article 28 du CCAG/FCS.

### **8.2 Point de départ de la garantie**

**Pour le lot 1**, par dérogation à l'article 30 du CCAG/TIC, le point de départ du délai de garantie est la date de mise en service du matériel par le titulaire.

**Pour le lot 2**, conformément à l'article 28.1 du CCAG/FCS, le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

## **Article 9 - DISPOSITIONS SPECIFIQUES A LA MAINTENANCE, LA TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE ET A L'INFORGERANCE**

Pour le lot 1, la maintenance des prestations est soumise aux dispositions de l'article 32 du CCAG TIC.

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG TIC, si la maintenance est effectuée dans les locaux du pouvoir adjudicateur, la période d'intervention s'étend durant les jours et heures d'ouvertures des piscines municipales.

## **Article 10 - PROPRIETE INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RESULTATS**

Pour le lot 1, il n'est pas prévu de disposition particulière.

## **Article 11 - CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE**

Pour le lot 1, la confidentialité et les mesures de sécurité sont soumises aux dispositions de l'article 5 du CCAG TIC.

## Article 12 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

### 12.1 Nature du prix

#### **Pour le lot 1 – Fourniture et livraison de 14 caisses enregistreuses, tiroirs caisses et imprimantes :**

##### Prix global et forfaitaire :

Le marché est conclu au prix global et forfaitaire figurant dans l'acte d'engagement.

#### **Pour le lot 2 – Entretien, réparation et fourniture d'accessoires de caisses :**

##### Prix unitaires :

Le marché est conclu aux prix unitaires figurant :

- Dans le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) - annexe à l'acte d'engagement
- Dans les catalogues ou barèmes prix publics du titulaire pour les commandes d'articles correspondant à l'objet du marché mais ne figurant pas au BPU. **Ces commandes ne pourront pas représenter plus de 30% du montant minimum du marché.**

### **OFFRES PROMOTIONNELLES**

Le titulaire pourra facturer les prestations ou les fournitures en fonction des offres promotionnelles momentanées appliquées à ses tarifs publics, à condition qu'elles soient plus avantageuses que les prix prévus au marché.

Il signalera au service gestionnaire (Direction des Sports - Service Piscines) de la Ville de Marseille, suffisamment tôt, par message mail ou télécopie ou document promotionnel, l'existence de ces tarifs et leur période d'application, afin que celui-ci puisse en tenir compte dans ses commandes, ses bons de commande et leur planification.

Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

### 12.2 Variations de prix

#### **Pour le lot 1 – Fourniture et livraison de 14 caisses enregistreuses, tiroirs caisses et imprimantes :**

Les prix du marché sont réputés avoir été établis le mois de la date limite de remise des offres, dénommé mois zéro.

Les prix sont fermes.

## **Pour le lot 2 – Entretien, réparation et fourniture d'accessoires de caisses :**

Les prix sont révisables selon les modalités fixées ci-après.

### Révision par ajustement sur tarifs publics :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro".

Les prix unitaires sont révisables par ajustement en fonction de l'évolution des conditions économiques.

La vérification de l'évolution des prix, lors de la présentation des nouveaux tarifs (catalogues), est faite sur la base du montant total H.T. du DQE.

Le titulaire peut donc ajuster de façon différenciée ses prix unitaires.

Les taux de remise **contractualisés au Bordereau des Prix Unitaires** restent invariables pour la durée totale du marché.

A chaque changement de tarif, le titulaire du marché doit faire parvenir par courrier électronique à l'adresse suivante : [viperez@marseille.fr](mailto:viperez@marseille.fr) ou par lettre recommandée avec accusé de réception à l'adresse suivante : **Ville de Marseille – Direction des Sports, 9 rue Paul Brutus – Îlot Allar, 13233 Marseille CEDEX 20**, l'exemplaire du nouveau DQE, accompagné des nouveaux catalogues de prix, en **deux (2)** exemplaires, avec un préavis **d'un (1) mois** avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. La référence du marché doit être précisée.

### Clause de sauvegarde :

La collectivité se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date du changement de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de **5%** l'année sur le devis quantitatif estimatif reconstitué en application des tarifs réactualisés.

## **12.3 Disparition d'indice**

Sans objet.

## **Article 13 - AVANCE**

### **13.1 Régime de l'avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11, R2191-12 et R2191-29 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.

### **13.2 Dispositions complémentaires**

Il n'est pas exigé la production d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle et solidaire pour le versement de l'avance.

## **Article 14 - MODALITÉS DE REGLEMENT**

Les dispositions des articles R2191-20 à 22 du Code de la commande publique relatives aux acomptes sont applicables.

Il n'est pas prévu de disposition complémentaire.

## **Article 15 - PAIEMENT – ETABLISSEMENT DE LA FACTURE**

### **15.1 Délais de paiements**

En application des articles R2191-10 à 15 du Code de la commande publique, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

### **15.2 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2191-35 du Code de la commande publique.

### **15.3 Modalités de paiement direct des sous-traitants**

**Pour le lot n°1** concernant de la fourniture et livraison de caisses enregistreuses, tiroirs caisses et imprimantes, la sous-traitance n'est pas autorisée. Il n'y a pas lieu de prévoir les modalités de paiement direct des sous-traitants.

**Pour le lot n°2** comprenant une part prépondérante de prestations de services, conformément aux dispositions des articles L2193-11 et R2193-10 du Code de la commande publique, seuls les sous-traitants directs du titulaire du marché (qui ont été acceptés et dont les conditions de paiement ont été agréées) peuvent bénéficier du paiement direct.

Le paiement direct des sous-traitants régulièrement acceptés est mis en oeuvre selon les modalités prévues par le Code de la commande publique, et notamment, par ses articles R2193-11 à 16.

Les sous-traitants adressent leur demande de paiement, libellé au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire ainsi qu'à la personne désignée ci-après :

**Ville de Marseille - Direction des Sports  
Service Ressources Partagées  
9 rue Paul Brutus - Îlot Allar  
13233 MARSEILLE Cedex 20**

Le délai global de paiement du sous-traitant est de 30 jours. Ce délai est compté dans les conditions prévues aux articles R2192-22 et R2192-23 du Code de la commande publique.

### **15.4 Présentation des demandes de paiement**

Les factures afférentes au marché sont établies en un original et **deux** copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresse du créancier
- le numéro de SIRET
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant
- La date et le numéro du bon de commande pour le lot 2
- La nature des prestations
- La quantité
- Le prix de base hors révision et hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total de la facture en euro HT et TTC
- La date et le numéro de facture.
- Tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération

Les factures sont adressées à l'adresse suivante :

Ville de Marseille - Direction des Sports  
9 rue Paul Brutus - Îlot Allar  
13233 MARSEILLE CEDEX 20

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G./F.C.S.

Pour les candidats européens sans établissement en France : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire  
N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

## **15.5 Dématérialisation des factures**

---

Dans le cadre de la mise en oeuvre de l'obligation de facturation électronique issue de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, le titulaire respectera le calendrier qui lui est imposé par la réglementation.

Toutefois, l'anticipation de ce calendrier est possible et la Ville de Marseille réceptionnera toute facture déposée sur le portail CHORUS PRO.

Les factures peuvent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont **disponibles directement sur le site**.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Ville de Marseille adéquate, le titulaire sera informé du **numéro SIRET** devant être utilisé.

De même, la Ville de Marseille a choisi de rendre obligatoire la **référence à l'engagement**. Le ou les numéros d'engagement seront communiqués au titulaire par le service gestionnaire du marché ou par le service acheteur.

**Sous peine d'irrecevabilité, les factures seront déposées dans CHORUS PRO en respectant l'obligation de renseignement exact des 2 numéros précités.**

## Article 16 - PENALITES

### 16.1 Pénalités de retard

#### **Pour le lot 1 - Fourniture et livraison de 14 caisses enregistreuses, tiroirs caisses et imprimantes :**

Par dérogation à l'article 14-1 du CCAG TIC, le titulaire subira par jour de retard, par rapport au délai pour lequel il s'est engagé aux termes de l'Acte d'engagement, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 Euros.

En application de l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

#### **Pour le lot 2 – Entretien, réparation et fourniture d'accessoires de caisses :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, le titulaire subira par jour de retard, par rapport au délai fixé au bon de commande, et sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 Euros.

Toutefois, le montant des pénalités de retard ne peut dépasser le montant total du bon de commande.

En application de l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

### 16.2 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant **de 50 euros par jour de retard**.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

### 16.3 Autres pénalités

Il n'est pas prévu d'autres pénalités.

## Article 17 - RESILIATION – EXECUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Pour le lot 1, l'ensemble des dispositions du CCAG TIC (chapitre 8) est applicable.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 46 du CCAG TIC).

Pour le lot 2, l'ensemble des dispositions du CCAG FCS (chapitre 6) est applicable.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 36 du CCAG FCS).

Pour tous les lots, en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R21436 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

## Article 18 - CLAUSES DE SECURITE INFORMATIQUE

### 18.1 Les contraintes réglementaires

#### 18.1.1 Le RGS

Le décret **RGS** (*Référentiel Général de Sécurité*), pris en application de **l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005**, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés **télé-services**.

#### 18.1.2 La CNIL

Les dispositions de la **loi n°78-17 du 6 janvier 1978**, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée par la loi n°2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel sont applicables dans le cadre de ce marché.

Il est notamment nécessaire de confirmer le respect de l'article 68 de la Loi Informatique et Libertés, qui précise que **les transferts en dehors de l'Union européenne sont interdits**, sauf exceptions, prévues par l'article 69 de la loi.

### 18.1.3 Le Code du Patrimoine

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la loi n°2015-195 promulguée le 20 février 2015 et modifiant l'article L.111-1 du Code du Patrimoine, qualifie les archives publiques de "Trésors nationaux" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service interministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

## 18.2 Les clauses générales de confidentialité

Les supports informatiques physiques et documents fournis par la **Ville de Marseille** à la société prestataire restent la propriété de la **Ville de Marseille**.

**Les données** contenues dans ces supports et documents sont **strictement couvertes par le secret professionnel** (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

**La société** prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché ;
- échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentifications/identifications uniquement de manière chiffrée ;
- en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;
- et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

## 18.3 Les contrôles

**La Ville de Marseille** se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

**La Ville de Marseille** pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

#### **18.4 Phase de réversibilité**

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la **Ville de Marseille** et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en oeuvre.

La fourniture de toutes les **informations relatives à l'exécution du marché**, la **documentation** constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le **transfert de connaissance** sont inclus dans le présent marché.

Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

### **Article 19 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS**

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,
- l'inscription au RCS (K ou K Bis),
- la garantie décennale pour les marchés de travaux,
- la liste nominative des travailleurs étrangers
- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution **gratuite** de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

### **Article 20 - LOI APPLICABLE**

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

## Article 21 - CONFORMITE AUX NORMES

Les fournitures seront conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique.

Toute norme décrite dans le présent marché, dont l'usage n'est pas rendu obligatoire par une réglementation, est entendue comme comprenant la mention "ou équivalent" même si elle n'est pas expressément suivie de cette mention.

## Article 22 - ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG TIC pour le lot 1 et l'article 9 du CCAG FCS pour le lot 2, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Article 23 - DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci après:

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation	Commentaire - objet de la dérogation
2	4.1 CCAG TIC	Documents contractuels
	4.1 CCAG FCS	
5.1	19.2.2 CCAG TIC	Transport et emballages
	19.2.2 CCAG FCS	
8.2	30 CCAG TIC	Point de départ de la garantie
	28.1 CCAG FCS	
9	32.2 CCAG TIC	Dispositions spécifiques à la maintenance, la tierce maintenance applicative et l'infogérance
16.1	14-1 CCAG TIC	Pénalités de retard
	14.1.1 CCAG FCS	